

Chèr(e) camarade, chèr(e) collègue,

« Il faut faire des économies et diminuer la dépense publique pour sortir de la « zone rouge » provoquée par l'endettement excessif de notre pays ». Cette vieille antienne illustre, hélas, la vacuité de la pensée économique et politique. Ainsi, la thématique de la dette « insoutenable » et de la « nécessaire et évidente » baisse des dépenses publiques est devenu un « impensé », une vérité indiscutable... mais qui demeure un pur sophisme de composition.

Sans entrer dans le détail (mais je me tiens à la disposition de chacune et de chacun), il nous faut avoir à l'esprit que si l'État et les Administrations Publiques (AP) ont des dettes (un passif), existe également un actif. Celui-ci est composé de trois éléments. Le premier est matériel et « évaluable » (les bâtiments, les infrastructures...). A ce jour, il fait de chaque citoyen une personne « riche » d'un patrimoine de 10 000 €. Le deuxième est constitué d'éléments immatériels difficilement évaluable, mais néanmoins très précieux (santé, éducation...). Le troisième est moins « saisissable » : il s'agit de l'effet sur le niveau de l'activité économique globale. Cet effet est d'autant plus important que les Etats sont en période de chômage élevé et de fort sous-emploi des capacités de production.

La dépense publique soutien l'activité DIRECTEMENT par la consommation des AP (achats de biens et service, investissement) qui constitue un revenu direct pour le secteur privé (BTP, secteur libéral des professionnels de la santé...), et INDIRECTEMENT par les salaires versés aux agents. Ce soutien induit un effet sur la croissance plus que proportionnel au niveau de la dépense initial : si je fais croître ma dépense de 2 %, j'augmente la croissance de plus de 2% !! On appelle cela l'effet « multiplicateur ». Ainsi, dans le contexte que nous connaissons depuis longtemps, une hausse correctement ciblée des dépenses publiques se traduirait par un supplément de croissance induisant mécaniquement une baisse du taux d'endettement (augmentation plus que proportionnelle du PIB par rapport à la dette).

Mais force est de constater que nos gouvernements s'échinent à circonscrire la demande, coaguler l'activité et faire diminuer les revenus du travail. A qui profite le crime ? Aux prêteurs, rentiers, dont les revenus, déconnectés de toute activité réelle, font gonfler des bulles spéculatives appelées à éclater à des fréquences et des forces plus importantes à chaque réplique.

Ne serait-il pas enfin temps de lutter sans concession, d'exiger des embauches et des hausses du point d'indice... augmentant la dépense et permettant la diminution de la dette ?! Grève générale le 5 février !!!

Olivier DARRIN
Co-secrétaire de section

Les agents de Ribérac à la porte !

Ce 23 janvier, quelle ne fut pas la surprise des agents de Ribérac à l'heure de l'embauche de trouver leur centre complètement verrouillé ! Impossible d'accéder au bâtiment ! Coincés dans la cour, il fait nuit, il fait froid et il pleut... Le bâtiment est plongé dans le noir complet, l'idée que le site est déjà condamné effleure les agents... En fait ce n'était, une fois de plus, que le digicode qui fait des siennes. Parfois il disjoncte ; Dès lors, impossible de déverrouiller la porte sans qu'un responsable de service armé de la précieuse clé arrive. La direction déjà alertée, ne semble pas pressée de faire le nécessaire pour y remédier. Bilan : une heure d'attente pour les agents sans parler des rhumes, bronchites.. offerts par la direction qui ne manquera pas de retenir une journée de carence en cas d'arrêt maladie ! Sûrement plus rentable pour elle que les heures perdues et changer un digicode défectueux. ??



siRHius + PAS =



La superbe application siRHius, livrée après 10 ans d'efforts et un coût en millions d'euros, franchit une nouvelle étape en ce début d'année 2019. En effet avec la mise en place du PAS en janvier. Nous vous conseillons de bien vérifier qu'une erreur ne se soit pas « glissée » accidentellement. En effet, la réputation en matière de fiabilité de cet applicatif nous oblige à vous alerter sur le risque important d'erreur, en votre faveur comme en votre défaveur !

Mutation au faciès

Lors de l'invasion du CTL « suppression d'emplois » du 15 janvier, N°1, interpellé par les agents et vos représentants du personnel en grève, a pu briller par sa clairvoyance et bienveillance quant à l'avenir de nos missions. Pas d'inquiétude à avoir, juré promis ! Mais il ne peut rien dire car il ne sait jamais rien, ne mène aucune réflexion pour les années à venir malgré l'ultimatum posé par notre DG qui expire le 15 février concernant les restructurations et suppressions de postes. Tout juste a-t-il lâché qu'avec les nouvelles règles de mutation, il pourra envoyer des agents « là où personne ne demande ». Ainsi interpellé sur le cas de la trésorerie d'Excideuil, N°1 pourra obliger un agent du département, à prendre le poste sur un critère très particulier. Dixit N°1 : « Vous, vous avez une sale tête, vous allez à Excideuil ». Cette dernière tirade a profondément marqué nos collègues d'Excideuil présents (tristes de découvrir qu'on leur prête un physique disgracieux ??). Espérons que le délit de sale gueule n'était qu'une expression malheureuse !!!



Toi non, toi non... toi oui !!

Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne... Alors qu'une prime de 200 € doit être versée à tous les agents des finances publiques impliqués dans la mise en place du PAS, quelques chefs de services, notamment dans des services tel que celui ayant la gestion des usagers professionnels à Périgueux, peu courageux et particulièrement soucieux de leur image auprès de la Direction (à moins qu'ils soient attachés à la démotivation de leurs agents et à la casse des collectifs de travail) ont désigné quelques agents « méritants » qui y auraient droit, et tant pis pour les autres, même si le stage PAS a été imposé à tous (au prix de l'annulation de temps partiels ou d'absences diverses), et que tous les agents répondent aux questions des usagers en la matière !!
Résultat de l'exercice : des tensions et une confiance

vis-à-vis de la hiérarchie passablement entamée. Cela présage du meilleur lors de la mise en place du RIFSEEP et de la prime au « mérite », attribuée à enveloppe budgétaire constante...

En attendant, aucune suite donnée par la DG quant à la revendication formulée par la CGT d'une prime de 1000 € pour tous, alors que MACRON l'a demandé aux employeurs du privé !

POURQUOI RÉFORMER L'ISF?



Presse locale

La Presse Quotidienne Régionale (PQR : Sud Ouest, L'Essor Sarladais, la Dordogne libre, Réussir en Périgord, Le Démocrate du Bergeracois et l'Echo Dordogne) a été invité pour une conférence de presse le 3 janvier dernier sur le PAS par N°1 bis et le directeur de l'URSSAF. Afin de constituer une revue de presse, dans l'optique de s'assurer que le message politique de DARMANIN a bien été retranscrit, la direction locale a exigé des rédactions que lui soit communiqué le contenu des articles. L'une des missions de la DGFIP est de soutenir les entreprises en difficulté. Il n'aura échappé à personne que certains des titres mentionnés ci-dessus sont en souffrance depuis plusieurs années. Notre direction locale est-elle si pingre qu'elle ne peut s'abonner à plus de deux quotidiens régionaux ? Les N°1, qui ne bénéficieront pas de l'aumône concédée par DARMANIN, n'ont ils pas quelques piécettes au fond de la poche afin de traverser la rue pour acheter L'Echo Dordogne ? La CGT, animée par ses valeurs de solidarité, de partage, de générosité, a offert l'article rédigé par ce quotidien à l'occasion de la grève du 15 janvier dernier à notre N°1, qui n'a pas manqué de la remercier.

**TOUS EN GREVE LE 5 FEVRIER
RENDEZ-VOUS A 9:00
DEVANT LA CITE ADMINISTRATIVE**



BULLETIN D'ADHESION

NOM : Prénom :
Service : N° de tél :
Grade : Echelon :
Temps partiel % : OUI NON